



Assemblée générale

Distr. limitée
7 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 25 de l'ordre du jour

Activités opérationnelles de développement

Projet de décision déposé par le Président de l'Assemblée générale*

Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement

L'Assemblée générale, réaffirmant l'importance de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement ; rappelant sa résolution [45/215](#) du 21 décembre 1990 sur les dispositions administratives concernant la Conférence ; sachant qu'il faut améliorer les pratiques de financement afin de pouvoir affecter ces contributions avec souplesse et de les rendre plus prévisibles, transparentes, efficaces et efficientes, moins restrictives et mieux alignées sur les priorités et plans nationaux définis par les pays de programme, tels qu'énoncés dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, ainsi que sur les plans stratégiques et les mandats des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, en vue d'aider le système des Nations Unies pour le développement à travailler à tous les niveaux de manière cohérente, concertée, efficace et, le cas échéant, intégrée, en veillant à réduire les chevauchements et à améliorer les résultats ; et notant que, dans son rapport sur l'examen du fonctionnement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents¹, le Secrétaire général a recommandé qu'il soit envisagé de réorienter et réajuster la Conférence :

a) Décide d'inclure, dans le champ d'application de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, tous les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies engagés dans des activités opérationnelles pour le développement, y compris les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, ainsi que les activités menées à l'échelle du système autour de résultats collectifs, que ce soit au niveau mondial, régional ou national ;

b) Décide également de convoquer la Conférence chaque année, peu après le débat de la session du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles de développement, afin de tirer parti des discussions qui y auront eu

* Pour statuer sur le présent texte, l'Assemblée générale devra reprendre, directement en séance plénière, l'examen du point 25 de l'ordre du jour.

¹ [A/75/905](#).



lieu, dans la limite des ressources existantes et en recherchant un financement supplémentaire au titre des contributions volontaires, si nécessaire ;

c) Exhorte les entités du système des Nations Unies pour le développement à continuer d'améliorer la visibilité des contributions des États Membres, y compris les contributions faites aux ressources de base et aux fonds de financement commun, et celle des résultats correspondants ;

d) Exhorte les États Membres à envisager d'augmenter leurs contributions aux activités du système des Nations Unies pour le développement.
